



Le 19 septembre, le Cercle Europe & Technologies du Futur a eu le plaisir d'accueillir Pascale Joannin pour un décryptage des nouveaux enjeux politiques de la Commission von der Leyen.

La subtile recherche des équilibres ...

La Commission von der Leyen se caractérise par une recherche d'équilibres : la **parité** d'une part avec 14 hommes et 13 femmes dont la Présidente, **l'équilibre des forces politiques** d'autre part puisque les 3 familles pro-européennes ont chacune un poste de Vice-président exécutif : Frans Timmermans, Vice-Président exécutif en charge du Green Deal pour le S&D, Margrethe Vestager, Vice-Présidente exécutive en charge de la révolution numérique pour Renew Europe et Valdis Dombrovskis, Vice-Président exécutif en charge de l'Economie pour les citoyens pour le PPE. Enfin, la Présidente a visé un **équilibre géographique** en donnant les postes de Vice-président à des petits pays de l'Europe de l'Est.

Des portefeuilles aux intitulés nouveaux ...

Les traditionnels intitulés des portefeuilles des Commissaires ont volé en éclat au profit d'intitulés plus politique mais aussi plus génériques. Se pose la question de l'imprégnation et de la lisibilité de ces portefeuilles auprès des citoyens. De **nombreux portefeuilles sont totalement nouveaux** comme « démocratie et démographie » ou « valeurs et transparence ». En revanche, il n'y a plus de commissaire officialisé dans son titre en charge de la recherche. La Commissaire Mariya Gabriel est en effet en charge de l'innovation et de la jeunesse, bien qu'ayant la recherche dans son portefeuille. Conséquence directe de ces créations, certains commissaires n'ont pas de direction générale à leur service.

Il est possible que les députés européens à l'occasion des auditions tentent de rebaptiser certains intitulés.

Quel rôle pour les Vice-Présidents?

Les Vice-présidents exécutifs devront coordonner les départements de la Commission pour mener à bien les 3 grands piliers du programme, comme par exemple le Green Deal, mais auront également la responsabilité d'un portefeuille spécifique de Commissaire. Leur compétence sera par ailleurs transversale.

Frans Timmermans, Vice-Président exécutif en charge du Green Deal. Ses attributions ne porteront pas uniquement sur la protection du climat mais également sur la mise en avant des opportunités offertes par la transition écologique. Ce portefeuille sera très axé sur la technologie et leurs applications économiques.

Margrethe Vestager, Vice-Présidente exécutive en charge de la révolution numérique. Elle sera chargée de développer, en partenariat avec Valdis Dombrovskis et Sylvie Goulard, une politique industrielle européenne. Du côté du digital, elle devra renforcer la position des PME, participer au développement de l'Intelligence Artificielle et des plateformes en ligne. La taxation du digital sera également une question centrale de ses attributions. Par ailleurs Margrethe Vestager conservera le portefeuille de la concurrence, mais désormais **la politique de la concurrence est au service de la compétitivité européenne sur le marché intérieur mais aussi dans une approche plus géopolitique.**

Valdis Dombrovskis, Vice-Président exécutif en charge de l'Economie pour les citoyens. Il sera chargé de renforcer l'Union monétaire, ainsi que de coordonner les travaux sur le pilier social européen. L'ambition est de réconcilier les questions sociales et la finance. Il travaillera également sur la fiscalité du Green Deal avec Frans Timmermans.

Les Vice-présidents devraient décloisonner les politiques sectorielles. La position de chaque membre du Collège vis-à-vis des Vice-président et des VP exécutifs dépendra au final des personnalités...

Prochaine étape : les auditions

Les auditions des Commissaires auront lieu entre le **30 septembre et le 8 octobre**. Les députés européens ont décidé de commencer par les Commissaires, puis les Vice-Présidents, adoptant une approche d'abord sectorielle, puis horizontale.

Chaque Commissaire candidat recevra un questionnaire de **25 questions** auquel il/elle devra répondre devant le Parlement européen. Chaque candidat sera auditionné au cours d'une unique session de 3 heures sur leur compétence, leur portefeuille et leur moralité.

Il est fort possible que les députés réaffirment leur pouvoir sur le Collège et adoptent une attitude de revanche après l'affront de l'abandon du Spitzenkandidat ... Par effet de ricochet 2 ou 3 commissaires pourraient ainsi être retoqués au sein des principales familles politiques. Les 8 Commissaires sortants qui avaient déjà été validés par le Parlement devraient être épargnés.

Une fois l'avis des commissions parlementaires donné, la plénière du Parlement européen devrait valider le Collège lors de la session du 23 octobre.

Une Commission plus assertive sur la scène internationale ?

La nouvelle Commission débute dans un **environnement international complexifié** : crises migratoires, concurrence internationale faussée, terrorisme, America First de Donald Trump, vellétés chinoises de conquête du monde, capacité de nuisance de l'URSS ... Pour y répondre le programme de la Commission von der Leyen pose une stratégie pour réaffirmer le rôle de l'UE à l'international.

Mais si l'Union européenne peut être un acteur de puissance, elle n'est pas un Etat et beaucoup de prérogatives relèvent encore des Etats membres, par exemple en matière de défense ou de fiscalité.

Néanmoins l'inflexion politique est présente comme par exemple **l'examen des effets externes des initiatives** (diplomatie, commerce, partenariats, compétitivité). Se pose dès lors l'enjeu de l'extraterritorialité des règles de l'UE.

Quelle ambition en matière de politique industrielle ?

L'Union européenne est compétente sur les sujets économiques ou de concurrence. La question qui se joue est celle de **revoir les paradigmes de la politique de concurrence** sans devoir réviser les Traités ...

Le fardeau administratif est un autre levier avec le principe du « **One in, one out** » : à chaque fois que l'on proposera une législation ou une révision, une autre sera supprimée pour éviter la surréglementation.

L'intention politique est au rendez-vous : modifier les règles pour répondre aux développements internationaux.

L'indépendance technologique de l'UE sera également un facteur de crédibilité (cybersécurité, IA...), d'où un fort accent sur la souveraineté technologique de l'UE pour faire émerger des géants européens du numérique.

Les règles européennes peuvent être un facteur d'accélération mais pour cela il faut que les futures règles regardent vers l'avenir, notamment en matière numérique et technologiques, pour que l'UE soit au rendez-vous.

Cette politique s'inscrit aussi dans les réflexions sur le Green deal : comment entraîner les autres régions du monde à suivre le modèle européen pour ne pas pénaliser les entreprises européennes, face à des concurrents qui n'ont pas les mêmes contraintes ? Comment redonner à la lutte contre le changement climatique un caractère international ?

In fine, la principale question sera celle des moyens avec les négociations sur le cadre financier pluri-annuel 2021-2027. Le départ du Royaume-Uni, contributeur net renvoie les Etats à la cohérence entre les discours et les actions ... le budget européens era-t-il à la hauteur des ambitions politiques ?